

## MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### ***Maîtrise d'ouvrage***

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France

#### ***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports Île-de-France – Direction des Routes Île-de-France, représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023

#### ***Objet du marché***

Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'opération des écrans phoniques de la RN118, sur la commune de Bièvres, pour la zone 5-1

Le présent CCAP comporte une annexe.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1-1. Objet du marché .....	6
1-2. Titulaire du marché.....	6
1-3. Sous-traitance.....	7
1-4. Contenu de la mission.....	8
1-4.1. Eléments de mission.....	8
1-4.2. Missions complémentaires .....	8
1-5. Décomposition en tranches.....	9
1-6. Intervenants .....	9
1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage .....	9
1-6.2. Conduite d'opération .....	9
1-6.3..Contrôle technique .....	9
1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS).....	9
1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination .....	10
1-6.6. Autres intervenants .....	10
1-7. Caractéristiques des marchés de travaux.....	10
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel .....	10
1-8-1 Obligation de confidentialité.....	10
1-8.2. Sites sensibles.....	11
1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	11
1-9. Dispositions générales .....	11
1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail ..	11
1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	12
1-9.2.1. Intervenants étrangers.....	12
1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	13
1-9.3. Responsabilités et Assurances.....	14
1-9.3.1 Responsabilités.....	14
1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun .....	14
1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale.....	15
1-9.3.4 Dispositions communes.....	15

1-9.4. Réalisation de prestations similaires.....	16
1-9.5. Clauses sociales, environnementales et suivi de l'accidentologie.....	16
1-9.5.1. Clauses sociales .....	16
1-9.5.2. Clauses environnementales.....	16
1-9.5.3. Clauses de suivi de l'accidentologie .....	16
1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage .....	16
1-9.7. Forme des notifications.....	17
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	18
2-1. Pièces particulières .....	18
2-2. Pièces générales.....	19
ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	19
ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX .....	19
4-1. Rémunération .....	19
4-1.1. Généralités.....	19
4-1.2. Montant.....	19
4-1.3. Modification.....	20
4-2. Règlement des comptes .....	20
4-2.1. Etablissement des états d'acompte et du décompte final .....	20
4-2.2. Modalités de transmission et de paiement.....	22
4-2.2.1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	22
4-2.2.2 Modalités de paiement .....	22
4-2.3. Rythme de règlements .....	23
4-2.4. Rémunération des éléments de mission .....	26
4-2.5. Modalités particulières de paiement .....	26
4-2.6. Acompte.....	27
4-3. Variation dans les prix .....	27
4-3.1. Révision des prix .....	28
4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	28
4-3.3. Choix de l'index de référence.....	28
4-3.4. Modalités de révision des prix .....	28
4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	29
ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	29
5-1. Coût prévisionnel des travaux.....	29
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux .....	30
5-3. Seuil de tolérance .....	30
5-4. Coût de référence des travaux .....	30
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du MOE.....	31
5-6. Variantes pour les marchés de travaux.....	32

ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	32
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement .....	32
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	33
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux .....	33
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance .....	33
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires .....	33
<b>6-5.1.</b> Définition.....	33
<b>6-5.2.</b> Modalités d'acceptation.....	34
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance .....	34
6-7. Suivi de l'exécution des travaux .....	34
6-8. Ordres de service .....	35
6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	35
<b>6-9.1.</b> Autorité du coordonnateur SPS .....	35
<b>6-9.2.</b> Moyens donnés au coordonnateur SPS .....	36
ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES .....	37
7-1.1. Élément de mission ACT.....	37
7-1.2. Élément de mission VISA ou MC3 VISA renforcée .....	38
7-1.3. Élément de mission DET.....	38
7-1.4. Élément de mission OPC .....	38
7-1.5. Élément de mission AOR.....	39
7-1.6. Mission(s) complémentaire(s).....	39
7-2. Délais et pénalités.....	40
7-2.1. Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission.....	40
7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales.....	42
7-2.3. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.....	42
7-2.4. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD.....	42
7-2.5. Pénalité pour non-respect des directives cybersécurité .....	42
7-2.6. Pénalité pour non-respect des clauses environnementales.....	42
7-2.7. Autres pénalités .....	42
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	44
8-1. Retenue de garantie .....	44
8-2. Avances.....	44
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	45
9-1. Opération de vérification .....	45
<b>9-1.1.</b> Remise des documents .....	45
<b>9-1.2.</b> Admissions, vérifications et décisions du maître d'ouvrage .....	45
9-2. Achèvement de la mission .....	47
9-3. Résiliation .....	47
<b>9-3.1.</b> Résiliation pour motif d'intérêt général .....	47
<b>9-3.2.</b> Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier.....	48

<b>9-3.3. Autres cas de résiliation.....</b>	<b>49</b>
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION .....	49
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	49

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

### 1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre en vue de la fin des travaux de la zone 5.1. consistant, outre la réalisation des écrans en la réalisation des travaux de dévoiement de réseaux, terrassements, chaussées, assainissement et équipements de la route rendus nécessaires, ainsi que l'exploitation sous chantier. Les travaux incluent également la réalisation d'aménagements paysagers au niveau de la 5.1, le long de la RN 118 au niveau de la zone 1 et d'une partie des zones 2, 3, et 4. La note de cadrage et le CCTP définissent plus précisément le périmètre du marché. Les travaux devront être réalisés conformément au dossier PRO.

A titre indicatif, ce marché de travaux est envisagé en 2026 en une seule phase. Il n'est pas prévu d'allotir le marché. Les travaux s'effectueront de nuit.

Le lieu d'exécution des prestations est la commune de Bièvres dans le département de l'Essonne (91).

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructure.

Le budget des travaux est indiqué dans l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

### 1-2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Aussi, comme prévu dans son offre, le titulaire s'engage à nommer des directeurs et/ou chefs de projets et des experts associé(s) afin de mener les missions qui lui incombent au titre du présent marché. Les modalités de remplacement des membres de l'équipe sont précisées ci-dessous.

Si les personnes initialement désignées ne sont plus en mesure d'accomplir leurs missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.
- proposer un remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes.

Tout remplacement unilatéral intervenu, sans en avoir avisé, au préalable et au moins 7 jours calendaires avant le remplacement effectif, le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 7.2 du présent document.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire dans le délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues à l'article 7.2 du présent CCAP pourront être appliquées.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander le remplacement de l'un ou de plusieurs des membres de l'équipe projet désignés à la signature du marché.

Le titulaire s'engage à proposer un autre prestataire dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du maître d'ouvrage.

Le défaut de remplacement dans les délais susvisés peut également entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 9.3.2 de la présente.

### **1-3. Sous-traitance**

Le MOE ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le MOE doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

#### **1-4. Contenu de la mission**

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de mission définis par les articles R.2431-24 à R.2431-31 du CCP et complétés dans le CCTP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

En plus du CCAG MOE, les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

##### **1-4.1. Eléments de mission**

- ACT :** l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
- VISA :** l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
- DET :** la direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- OPC :** l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;
- AOR :** l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

##### **1-4.2. Missions complémentaires**

- MC0 :** Appropriation et optimisations du PRO
- MC1 :** Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires
- MC2 :** Exploitation sous chantier
- MC3 :** Mission VISA avec contrôle de niveau renforcé
- MC4 :** Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le bilan financier
- MC5 :** Mission de surveillance des travaux de nuit
- MC6 :** Pilotage du contrôle extérieur



**MC7 :** Géotechnique

**MC8 :** Environnement

## **1-5. Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

## **1-6. Intervenants**

### **1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage**

Sans objet.

### **1-6.2. Conduite d'opération**

Sans objet.

### **1-6.3. Contrôle technique**

Des contrôles extérieurs seront réalisés sur l'ensemble des travaux. Un programme de contrôle extérieur sera défini au démarrage des travaux par le titulaire ou par un prestataire de contrôle extérieur et soumis à avis au titulaire. Ces contrôles extérieurs seront réalisés par des prestataires ou par le CEREMA.

Le MOA se réserve la possibilité de soumettre l'un des documents produits par le titulaire dans le cadre de sa mission à un contrôle extérieur ou à un partenaire. Pour ces documents, le titulaire devra établir un tableau recensant l'ensemble des remarques reçues et devra proposer au maître d'ouvrage la suite donnée à chaque remarque. Il devra ensuite produire une nouvelle version du document tenant compte des remarques auxquelles il est décidé de donner suite.

Les coûts occasionnés par l'analyse de ces remarques et par la production de ces différentes versions des documents sont réputés compris dans les prix forfaitaires proposés par le titulaire dans son offre.

### **1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)**

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le MOE met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur SPS ainsi que celui de la personne physique seront alors communiqués au titulaire.

#### **1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination**

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au titulaire.

#### **1-6.6. Autres intervenants**

Mairie de Bièvres  
Exploitant  
Gestionnaire de réseaux  
Coordinateur environnemental éventuel

#### **1-7. Caractéristiques des marchés de travaux**

Le maître d'ouvrage n'a pas encore défini les caractéristiques des marchés travaux et de leurs consultations.

Le maître d'ouvrage arrêtera le découpage des marchés travaux (tranches, lots...), en concertation avec le titulaire.

La coordination entre ces lots ou marchés séparés est assurée par la maîtrise d'œuvre en particulier au titre de la mission OPC.

#### **1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

##### **1-8-1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-2 du présent CCAP.

### **1-8.2. Sites sensibles**

Sans objet

### **1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-2 du présent CCAP.

## **1-9. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du MOA, du respect des obligations

prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du MOA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1-9.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des

salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### 1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

#### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

### **1-9.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-9.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le MOE assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 2 000 000 € par sinistre ;

- dommages matériels et/ou immatériels : 1 000 000 € par sinistre.

### 1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Le titulaire déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Le maître d'ouvrage se réserve de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

### 1-9.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs...).

Le titulaire qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit demander aux entreprises titulaires des marchés de travaux de fournir les attestations tous les six mois.

#### **1-9.4. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1-9.5. Clauses sociales, environnementales et suivi de l'accidentologie**

##### *1-9.5.1. Clauses sociales*

Sans objet.

##### *1-9.5.2. Clauses environnementales*

En application de l'article 18.2 du CCAG de maîtrise d'œuvre, le titulaire devra obligatoirement fournir les éléments suivants dans le cadre de ses prestations :

- les modalités d'exécution des travaux seront étudiées et prescrites afin de réduire la production des déchets sur le chantier et de les orienter vers des filières de valorisation ;
- le maître d'œuvre devra s'assurer du respect des dispositions environnementales prises et définies dans le dossier PRO.

##### *1-9.5.3. Clauses de suivi de l'accidentologie*

En phase chantier, le maître d'œuvre sera chargé de suivre l'accidentologie du chantier : il fera un retour mensuel au maître d'ouvrage sur l'ensemble des accidents/incidents qui se seraient produits sur le chantier au cours du mois précédent, même les plus légers. Ce retour sera assorti d'une caractérisation de la gravité de l'accident et d'une recherche des causes et des mesures à mettre en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### **1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage**

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG) ;



- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG).

### **1-9.7. Forme des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de

l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **2-1. Pièces particulières**

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le dossier PRO ;
- la note de cadrage ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- le bordereau de prix unitaire et forfaitaire (BPUF) ;
- le détail estimatif (DE) ;
- la décomposition des prix forfaitaires (DPF) ;
- le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- la directive cybersécurité de la DiRIF et son annexe 2 à signer ;

- l'engagement de confidentialité à signer ;
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation, non contractuels et fournis à titre indicatif.

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

## **2-2. Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A) ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- la Politique de Sécurité des SI de l'État.

## **ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 5 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **4-1. Rémunération**

#### **4-1.1. Généralités**

La rémunération est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

#### **4-1.2. Montant**

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

### **4-1.3. Modification**

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission et en fonction du coût des éléments de mission du marché.

Les coûts unitaires utilisés pour le calcul de la rémunération adaptée sont ceux figurant dans la décomposition des prix forfaitaires.

La rémunération est revue exclusivement pour les éléments de mission impactés par les modifications.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

## **4-2. Règlement des comptes**

### **4-2.1. Etablissement des états d'acompte et du décompte final**

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'ouvrage. Pour la bonne utilisation de ce système, les conditions suivantes sont appliquées :

#### *4.2.1.1 - Décomptes et acomptes mensuels*

Avant la fin de chaque mois, le titulaire dépose sous la plateforme CHORUS PRO, en qualité de « fournisseur », un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités/pourcentages prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. **Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.**

**La trame « GEMME » du projet de décompte mensuel sera transmise au titulaire dans un délai d'un mois après notification du marché. Cette trame sera obligatoirement utilisée par le titulaire et ne pourra pas être modifiée. La trame du décompte mensuel sera mise à jour après chaque état d'acompte. Tout projet de décompte qui ne la respecterait pas sera refusé.**

**Le document Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' » (annexe 1 du présent CCAP) définit les modalités de renseignement de cette trame et les critères de recevabilité du projet de décompte.**

Le projet de décompte doit comprendre toutes les pièces nécessaires au paiement pour être considéré comme recevable. Le titulaire est notamment responsable d'être à jour de toutes procédures et déclarations nécessaires au paiement (adéquation de la répartition des montants entre co et sous-traitants avec les pièces du marché...).

#### *4.2.1.2 - Décompte final*

A l'issue de la réception du marché par le maître d'ouvrage, le titulaire adresse au maître d'ouvrage, sous 30 jours, le projet de décompte final qu'il a établi indiquant les quantités/pourcentages totales des prestations réellement exécutées.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Le maître d'ouvrage, à l'aide du système GEMME, édite en application des clauses du marché, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général. Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus. Il notifie le décompte général au titulaire qui, s'il l'accepte sans réserves, devient le décompte général et définitif.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire.

Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises régulièrement et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

## **4-2.2. Modalités de transmission et de paiement**

### *4-2.2.1 Modalités de transmission des pièces de paiement*

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées étant établis sous la trame « GEMME » remise par le maître d'ouvrage, elles comprennent les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».

Le titulaire devra informer le maître d'ouvrage du dépôt de sa facture sur Chorus Pro et transmettre une copie de la confirmation de l'envoi.

### *4-2.2.2 Modalités de paiement*

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de

recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date dépôt sous CHORUS PRO du projet de décompte 'GEMME' (projet de décompte **complet et cohérent, accompagné de l'ensemble des pièces complémentaires et justificatives associées** conformément au document Notice « *Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME'* » (annexe 1 du présent CCAP).

Lorsque le projet de décompte transmis n'est pas complet (absence des pièces justificatives et informations complémentaires), la date de départ du délai de paiement prise en référence est alors corrigée à la date de réception des éléments correspondants.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif, dans les mêmes conditions.

Il est fait application du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

#### **4-2.3. Rythme de règlements**

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément de mission ACT :

(1)	Exigibilité
60 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises (DCE).
30 %	A la validation du rapport de l'analyse des offres.
10 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission VISA :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution.

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
100%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

Élément de mission OPC :

(1)	Exigibilité
20%	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux.
70%	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour.
10%	A l'issue des opérations préalables à la réception du dernier marché de travaux de la tranche concernée.

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le titulaire.
10 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le titulaire.
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le titulaire.
20 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG



Élément(s) de mission complémentaire(s) :

	(1)	Exigibilité
MC0	100 %	En fonction de l'avancement de la mission.
MC1	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC2	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC3	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC4	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC5	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC6	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC7	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC8	100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Si une ou plusieurs missions complémentaires ne sont pas effectuées puisqu'elles se sont avérées non nécessaires, elles ne seront pas rémunérées.

#### **4-2.4. Rémunération des éléments de mission**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

#### **4-2.5. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

#### **4-2.6. Acompte**

##### **1. Demande d'acompte**

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1-4 et 4-2.2 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

##### **2. Acompte**

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, le MOA détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte conformément aux articles 11.2 et 11.3 du CCAG.

##### **3. Demande de paiement finale et décompte général définitif**

La demande de paiement finale et le décompte général définitif sont établis et transmis au représentant du maître d'ouvrage dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

#### **4-3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisables en application de l'article 10.1.1 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 4-3.1. Révision des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation de prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

#### 4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### 4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

#### 4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au titulaire.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### **4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

#### **5-1. Coût prévisionnel des travaux**

L'estimation du coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini dans le PRO et le présent dossier.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle  $C_0$  affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

Au terme de la mission MC0, le MOE soumettra au MOA un coût prévisionnel final Cp. Après approbation du MOA, un avenant entérinera ce montant comme le montant du nouveau coût prévisionnel des travaux sur lequel le MOE s'engagera à respecter. Le MOA rejettera études et dossiers du MOE qui ne respectent pas ce coût prévisionnel et exigera leur reprise aux frais du MOE jusqu'au respect de l'engagement pris.

A l'issue de l'offre de la MOE, le taux de rémunération initial  $t_0$  est déduit par la formule suivante en HT :

$$t_0 = \text{montant rémunération offre MOE} / C_0$$

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante :

$$\text{Montant définitif de la rémunération} = \text{estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cp)} \times \text{taux de rémunération final (tf)}$$

avec  $tf = t_0 \times 0.95$  si  $C_p > C_0$  et  $tf = t_0$  dans le cas contraire

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini au 4-1.3 ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

## **5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux pour chaque tranche est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

## **5-3. Seuil de tolérance**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le titulaire, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

## **5-4. Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations. Si le seuil de tolérance est dépassé, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de relancer la consultation.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage et

des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois  $m_{0\text{projet}}$  par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = TP01^{①}_{e-3} / TP01_{t-3}$$

avec :  $TP01_{e-3}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_{0\text{projet}}$  moins 3 mois ;  
 $TP01_{t-3}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 3 mois, des offres du marché de travaux.

① TP01 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le titulaire a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

## **5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du MOE**

Tout différent entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
  - tous les documents relatifs au projet ;
  - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
  - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;

- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.

- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le MOE consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

## **5-6. Variantes pour les marchés de travaux**

Le titulaire propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le titulaire propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

## **ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

### **6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement**

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_{0\text{projet}}$  par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = TP01^{①}_{0-3} / TP01_{t-3}$$



avec : **TP01**<sub>t-3</sub> = Valeur de l'index **TP01** au mois  $m_{0\text{projet}}$  moins 3 mois ;  
**TP01**<sub>t-3</sub> = Valeur de l'index **TP01** au mois  $m_0$  moins 3 mois, du marché de travaux concerné.

① TP01 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le titulaire s'engage à respecter.

## **6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 5 %.

## **6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

## **6-4. Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  par application du coefficient de réajustement **C<sub>r</sub>**, tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

## **6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires**

### **6-5.1. Définition**

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois  $m_0$  "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 6-4 ci-dessus.

### **6-5.2. Modalités d'acceptation**

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du MOA.

Les décisions du MOA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le MOA.

### **6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le MOE supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

### **6-7. Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre, il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de 20 jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

## **6-8. Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du MOA prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCAP.

## **6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le

coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

## **6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

### **A - Libre accès**

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du titulaire pour ses différentes réunions.

### **B - Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
  - tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
  - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
  - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le titulaire s'engage à :
  - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
  - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.
- Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :

- Le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le titulaire, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),

avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

- Le titulaire est membre du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

## **ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES**

La notification du marché vaut commencement de son exécution.

### **7-1.1. Elément de mission ACT**

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Etablir le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE)	Date de la notification du marché
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe de chaque DCE
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres de chaque DCE
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution de chaque marché.

### **7-1.2. Elément de mission VISA ou MC3 VISA renforcée**

<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.

### **7-1.3. Elément de mission DET**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Comptes rendus de réunion	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion	Date de la réunion.
Notification des décisions	Notifier les décisions du MOA	Date de réception de la décision du MOA
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Etat d'avancement	Etablir l'état d'avancement	cf. 7-2 ci-après.
Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
Autres tâches prévues au CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux

### **7-1.4. Elément de mission OPC**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Calendrier des documents d'exécution	Etablir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision du MOA de commencer la tâche.
Calendrier détaillé	Etablir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision du MOA de commencer la tâche.
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande du MOA

### 7-1.5. Elément de mission AOR

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux : - date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis. ou - date de réception, par le titulaire, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au MOA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR
Réception partielle	Proposer la réception partielle au MOA et notifier la proposition de réception partielle à l'entrepreneur.	Date de demande de l'entrepreneur ou date fixée dans les marchés de travaux.
DOE *	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le titulaire de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le MOA
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

\* Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

### 7-1.6. Mission(s) complémentaire(s)

	Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
MC0	Appropriation et optimisations du PRO	Réalisation des études	Date de notification du marché
MC1	Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires	Coordination du déplacement des réseaux et respect du planning	Date de l'accusé de réception de la part du titulaire de la décision du RPA prescrivant l'exécution de la mission
MC2	Exploitation sous	Etablissement des DESC	Date de notification du/des

	Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
	chantier		marchés de travaux
MC4	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le bilan financier de l'opération	Etablissement du bilan financier de l'opération	Date de l'accusé de réception de la part du titulaire de la décision du RPA prescrivant l'exécution de la mission
MC5	Mission de surveillance des travaux de nuit	Surveillance physique des travaux	Date de l'accusé de réception de la part du titulaire de la décision du RPA prescrivant l'exécution de la mission
MC6	Pilotage du contrôle extérieur	Définition du plan de contrôle, travaux correctifs, synthèse, cahier des charges... et pilotage du contrôle extérieur	Date de notification du/des marchés de travaux
MC7	Géotechnique	Mission G3, G4 et sondages géotechniques	Date de l'accusé de réception de la part du titulaire de la décision du RPA prescrivant l'exécution de la mission
MC8	Environnement	Suivi environnemental et production associée	Date de la notification du marché

## **7-2. Délais et pénalités**

### **7-2.1. Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission**

Les pénalités de retard sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 16.2.4 du CCAG. La procédure décrite au CCAG peut être réalisée par mail.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à :

Mission	Définition de la tâche	Délai	Pénalité journalière
<b>ACT</b>	Préparer les DCE	45 jours	500 €
	Analyse des candidatures	5 jours	100 €
	Analyse des offres	30 jours	100 €
	Mise au point des dossiers	10 jours	100 €



Mission	Définition de la tâche	Délai	Pénalité journalière
	marchés		
<b>VISA et VISA renforcé</b>	Notes d'observation sur les documents à viser (indice initial)	10 jours	500 €
	Notes d'observation sur les documents à viser (autres indices)	5 jours	500 €
<b>DET</b>	Comptes rendus de réunion	5 jours	50 €
	Constats	5 jours	50 €
	Notification des décisions	5 jours	50 €
	Mémoires de réclamation	20 jours	50 €
	Etat d'acompte mensuel	Cf 7.2.7	
	Projets de décomptes finaux	Cf 7.2.7	
	Autres tâches du CCAG-Travaux	(1)	50 €
<b>OPC</b>	Calendrier des documents d'exécution	15 jours	50 €
	Calendrier détaillé	15 jours	50 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	5 jours	50 €
<b>AOR</b>	OPR	(1)	500 €
	Proposition de réception	(1)	500 €
	DOE	30 jours	50 €
	Examen des désordres	5 jours	50 €
	PV de levée des réserves	(1)	500 €
<b>MC0</b>	Rendu du livrable	45 jours	500 €
<b>MC1</b>	Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires	En fonction du planning défini initialement	100 €
<b>MC2</b>	DESC	30 jours	200 €
<b>MC4</b>	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le bilan financier de l'opération	30 jours	50 €
<b>MC6</b>	Définition du plan de contrôle, travaux correctifs, synthèse, cahier des charges...	20 jours	50 €
<b>MC7</b>	Mission G3, G4 et sondages géotechniques	20 jours	50 €
<b>MC8</b>	Rapports	20 jours	50 €
	Vérification des bilans GES	20 jours	50 €

(1) Délais définis dans le CCAG-Travaux.

### 7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales

Sans objet.

### 7-2.3. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-8-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

### 7-2.4. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

### 7-2.5. Pénalité pour non-respect des directives cybersécurité

En cas de non-respect des directives de cybersécurité de la DiRIF, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de non application des exigences de la directive cybersécurité.

### 7-2.6. Pénalité pour non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales fixées à l'article 1.9.5.2 ou des missions définies dans la mission MC8 Environnement, le titulaire encourt une pénalité de forfaitaire de 200 €.

### 7-2.7. Autres pénalités

#### Pénalité pour retard dans le traitement d'un projet de décompte

- Cas où le retard du maître d'œuvre n'a pas conduit à des intérêts moratoires pour le maître d'ouvrage :

Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros Hors Taxes) par projet de décompte mensuel ou final non validé sous CHORUS PRO dans le délai de 7 jours calendaires suivant le dépôt par l'entreprise sous CHORUS PRO

- Cas où le retard du maître d'œuvre a conduit à des intérêts moratoires pour le maître d'ouvrage, il est appliqué :
  - une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros Hors Taxes) par projet de décompte mensuel ou final non validé sous CHORUS

PRO dans le délai de 7 jours calendaires suivant le dépôt par l'entreprise sous CHORUS PRO ;

- complétée par l'application d'une pénalité P égale à au montant des intérêts moratoires générés par la période de retard du maître d'œuvre dans la validation du projet de décompte mensuel, soit :

$$P = (\text{nombre de jours calendaires pris pour la validation du projet de décompte par le maître d'œuvre} - 7 \text{ jours}) \times \text{« montant HT de la situation de travaux »} \times \text{« taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage »} / 365$$

#### Pénalité pour défaut de contrôle d'un projet de décompte ou transmission d'un projet de décompte incomplet

La validation d'un projet de décompte irrecevable au regard des dispositions définies par le document *Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' »* (Annexe 1 du présent CCAP) ou la transmission d'un projet de décompte incomplet, impliquant son rejet par le maître d'ouvrage, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT (cinq cent euros Hors Taxes) par projet de décompte non conforme et par transmission défaillante.

#### Concernant les ordres de service émis par le titulaire

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard, compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés, est fixée à 500 €.

#### Pénalité relative à l'absence ou au défaut de remplacement des membres de l'équipe projet nommément désignés

Conformément aux dispositions mentionnées à l'article 1.2 du présent CCAP, en cas de remplacement unilatéral des référents nommément désignés pour conduire les prestations et intervenu sans en avoir avisé, au préalable et au moins 7 jours calendaires avant le remplacement effectif, le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité de 3 000 €.

Une pénalité de 500 €, par jour calendaire, sera appliquée si, au-delà des délais prescrits à l'article 1.2 de la présente à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, quel qu'en soit le motif, aucun remplaçant n'a été proposé ou si le remplaçant proposé fait l'objet d'une récusation par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **8-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **8-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 5 % du montant initial TTC.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 40 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le MOA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **9-1. Opération de vérification**

#### **9-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au MOA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, ppt, doc, xls, odc, odp, odt, dwg].

En complément, un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

#### **9-1.2. Admissions, vérifications et décisions du maître d'ouvrage**

L'admission consiste en l'acceptation en l'état ou avec observations par le MOA si ce dernier considère que les observations sont mineures, des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Pour l'acceptation, le MOA décide si les observations sont mineures et si les documents d'études doivent être repris.

##### **9-1.2.1 Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG. et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

##### **9-1.2.2 Réfaction**

Par dérogation de l'article 21-3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions

du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### 9-1.2.3 Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

#### 9-1.2.4 Suspension

Certains documents peuvent faire l'objet d'un contrôle extérieur ou nécessite l'avis de partenaires, de gestionnaires... Dans ce cas-là, le délai d'admission ne débutera qu'à la réception par le MOA de ces observations formulées.

#### 9-1.2.5 Délais

Le Maître d'ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
<b>ACT</b>	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	60 jours
	Analyse des candidatures	30 jours
	Analyse des offres	30 jours
	Mise au point du marché	20 jours
<b>DET</b>	Mémoires de réclamation	30 jours
<b>AOR</b>	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	15 jours
	Rapport de levée de réserves	30 jours
<b>MC0</b>	Note de synthèse et d'optimisations	30 jours
<b>MC2</b>	DESC	30 jours
<b>MC4</b>	Bilan financier	60 jours
<b>MC6</b>	Plan du contrôle extérieur	30 jours

Elément de mission	Document	Délai
	Rapport de synthèse	45 jours
<b>MC7</b>	Géotechnique	45 jours
<b>MC8</b>	Rapport bilan GES	45 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le MOA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, le titulaire doit relancer le MOA pour obtenir la notification. Le MOA peut décider de suspendre le délai d'acceptation.

En cas de rejet ou d'ajournement, le MOA dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le MOA et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

## **9-2. Achèvement de la mission**

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le MOA décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le MOA, sur demande du titulaire.

## **9-3. Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans les articles 9-3.1 à 9-3.3.

### **9-3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG est fixé à 5 %.

### **9-3.2. Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le MOA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.



### **9-3.3. Autres cas de résiliation**

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le titulaire s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCAP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

## **ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-9.3.4	déroge à l'article	9.1 du CCAG
CCAP 7-2.1	déroge aux articles	16.2.2 et 16.2.3 du CCAG
CCAP 7-2.7	déroge à l'article	12.2.2 du CCAG-Travaux
CCAP 9.1.2.2	déroge à l'article	21-3 du CCAG
CCAP 1-9.7	en complément à l'article	3.1 du CCAG
CCAP 4-2.4	en complément à l'article	12.2 du CCAG